



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

30 juin 2016

Le nouvel ordre du jour adopté par l'Assemblée nationale, avant-hier prévoit que le projet de loi portant Code de la communication sera soumis aux députés, demain à partir de 10 heures. De ce fait, les journalistes se sont réunis d'urgence, hier, afin de discuter de la stratégie à adopter et ainsi, solliciter l'ajournement de la séance plénière consacrée à l'examen dudit texte. L'information a été largement relayée par les quotidiens parus ce jour. Par ailleurs, l'enquête sur les attaques du dimanche 26 juin dernier continue de susciter de vives réactions auprès de l'opinion.

Politique interne

ADOPTION DU CODE DE LA COMMUNICATION SUR FOND DE TENSION

Le nouveau Code de la communication passera à l'Assemblée nationale pour adoption demain. Pour rappel, ce projet de loi avait été validé par le Sénat malgré les réserves et les contestations des journalistes. En effet, le texte soumis par le gouvernement, n'apparaît pas sous l'aspect qui avait alors été convenu au cours des différentes consultations et ateliers multi-acteurs initiés par le PNUD. Les journalistes tenteront de convaincre les députés d'ajourner le vote du texte. Ainsi, une marche vers Tsimbazaza sera organisée, ce jour afin de faire comprendre leurs appréhensions vis-à-vis de ce Code. Les contestations concernent particulièrement l'article 85 de ce texte, disposition amendée par le Sénat, qui oblige le propriétaire et tout actionnaire d'un organe de presse à occuper à la fois le poste de directeur de publication. L'article 20 de ce texte, se rapportant à la cybercriminalité, reste également parmi les dispositions remises en question par les professionnels de l'information. Ces derniers estiment que cet article affecte non seulement la liberté des journalistes, mais également celle de tous les citoyens malgaches. (L'Express de Madagascar p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.12) En attendant la tenue de cette marche, les journalistes se sont réunis hier à Antanimena, en vue de mettre en place une stratégie visant à faire reporter l'adoption du projet de loi. Ainsi, selon le porte-parole des journalistes Fetra Rakotondrasoa, ils sont parvenus à des amendements de 11 pages à proposer aux députés, lesquels seront amenés à les inclure dans le texte initial. (Madagascar Matin p.2)

- *La demande formulée par les journalistes s'inscrit dans un souci d'éviter que l'adoption de la loi ne se fasse à la va-vite, soutient **Midi Madagasikara**. Le quotidien se demande toutefois, si la Chambre Basse pourra décider librement de son ordre du jour, sous peine de faire l'objet d'un boycott médiatique. Ou si elle va être contrainte par l'Exécutif, comme il a été le cas pour la Chambre Haute, de faire passer un texte considéré comme contraire à la liberté, voire « scélérat » par le monde de la presse. (p.12)*
- *« Plusieurs articles de ce projet de Code cherchent purement et simplement à exterminer la presse, du moins une certaine catégorie », s'indigne **L'Express de Madagascar**. Le journal ajoute ensuite que « l'Etat cherche par tous les moyens de museler pour bâillonner, voire anéantir les stations qui gênent. Par ailleurs, le quotidien dévoile l'objectif inavoué de l'article 85 tant décrié, qui est d'embrigader les propriétaires de groupe de presse qui sont « à tout hasard » des politiciens issus de l'opposition. (p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **La Gazette de la Grande Ile** soutient que l'Etat malgache engage, contre les journalistes, une lutte de l'envergure de celle engagée contre le terrorisme à l'échelle mondiale. (p.12)

ENQUETES SUR LES ATTAQUES DU 26 JUIIN : LES FORCES DE L'ORDRE SORTENT DE LEUR SILENCE

72 heures après les événements tragiques de Mahamasina, les responsables de l'Etat-major mixte opérationnel national (EMMO-NAT) se sont exprimés à l'occasion d'une conférence de presse tenue hier. En l'absence des premiers responsables du triumvirat qui compose l'EMMO-NAT, cette rencontre avec la presse a été assurée par le Directeur de la sécurité et des renseignements auprès de la gendarmerie nationale, le Général Anthony Rakotoarisoa, le Chef de service de l'emploi des forces, des opérations et des manœuvres au sein de l'Etat-Major Général de l'Armée (CEMGAM), Yvon Tiana Randriatsivahiny ainsi que le commissaire central d'Antananarivo, Germain Randriatsirombahina. Ces responsables sont restés vagues dans leurs réponses relatives aux faits survenus dimanche dernier ainsi que sur le déroulement de l'enquête et ce, conformément au principe du secret de l'instruction. Il apparaît cependant, que les éléments en charge de l'affaire bénéficieraient de l'appui d'une équipe étrangère. Selon des indiscretions, ce soutien serait américain. De son côté pourtant, l'Ambassade des Etats-Unis, alors interrogé sur le sujet, s'est abstenu d'infirmier ou de confirmer l'information. (**L'Express de Madagascar p.5 ; Madagascar Matin p.2**) Malgré tout, les responsables continuent à prendre les dispositions nécessaires afin de prévenir d'autres attentats similaires. En ce sens, le hall de l'aéroport international d'Ivato n'est désormais inaccessible qu'aux voyageurs. (**L'Express de Madagascar p.8 ; La Gazette de la Grande Ile p.4**) Par ailleurs, le Général Rakotoarisoa Anthony, a laissé entendre une éventuelle similitude entre l'attentat de Mahamasina et le jet de grenade survenu au palais du Sénat d'Anosy. Ainsi, un appel à témoin a été lancé afin de permettre l'identification des auteurs de l'attentat. La gendarmerie nationale a sollicité la collaboration des citoyens à fournir les éléments susceptibles d'aider à faire avancer les investigations. (**Madagascar-Laza p.4**) L'accent a, en outre, été mis sur le fait que des fouilles ont été opérées au niveau de toutes les casernes, en commençant par le camp militaire RTS. Aussi, les agents de la faction devraient être entendus afin de comprendre la manière dont l'engin explosif a été introduit à l'intérieur du stade. (**Midi Madagasikara p.16**)

- Sans dévoiler l'identité de sa source, **Midi Madagasikara** rapporte le témoignage d'une jeune femme présente au moment de l'attaque de dimanche dernier, qui insiste sur la présence d'un homme en tenue de combat ayant lancé un engin explosif avant d'ouvrir le feu, à trois reprises sur la foule. L'auteur aurait par la suite changé de vêtement avant de se fondre dans la masse. Dans cette même optique, des témoignages à la HJRA identifient un homme portant un vêtement marron. (p.16)
- Déçu, **L'Express de Madagascar** met en exergue l'absence d'informations concrètes apportées par l'EMMO-NAT et conclue, de ce fait, que l'enquête patine. Aussi, à la lecture du quotidien, l'absence des trois commandants du triumvirat qui compose l'EMMO-NAT est intrigant. (p.5)
- « Les événements de Mahamasina vont-ils accélérer le remaniement gouvernemental ? », s'interroge **Madagascar-Laza**. (p.3)
- Plus de 72 heures après l'attentat, aucun résultat ne permet de déclinier l'identité des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



auteurs du crime, s'indigne **La Gazette de la Grande Ile**. Le Président, pourtant dans ses premières réactions, n'avait pas caché ses soupçons à l'encontre de ses détracteurs politiques. « Fixation et acharnement que les observateurs mettent sur le compte d'une obsession contre le sénateur Lylison René de Rolland, dont le seul tort est d'être devenu parlementaire et d'avoir osé mettre à nu les abus des barons du pouvoir ». (p.4)

- **Les Nouvelles** soulève le cas des 30 grenades qui ont disparu des camps militaires. Information qui a été fortement démentie par le Colonel Yvon Tiana Randriatsivahiny, qui a expliqué que l'inspection effectuée dans le dépôt d'armes des camps militaires CAPSAT à Soanierana et du 1er RTS de Fiadanana a permis d'infirmer ces rumeurs. (p.7)
- De l'avis de **Madagascar Matin**, la descente « inopinée des enquêteurs dans les casernes s'avère être une mission à double objectifs. Il s'agissait d'une part, de déterminer la possibilité d'une complicité des éléments des forces de l'ordre dans l'attentat de Mahamasina et d'autre part, de vérifier si le sénateur Lylison René de Rolland serait caché chez ses frères d'armes. « Le sénateur Lylison n'était pas dans les casernes », souligne le quotidien. (p.2)
- Pour **L'Observateur**, l'opinion publique, du fait de l'impopularité du régime, a vite fait de suspecter les tenants du pouvoir et leur entourage. (p.3)

GRAND RASSEMBLEMENT DU TIM : LES ELECTIONS DE 2018 DANS LA LIGNE DE MIRE

Les membres du parti Tiako I Madagasikara (TIM) de l'ancien Président de la République, Marc Ravalomanana se réuniront samedi prochain. Ce grand rassemblement se veut être une démonstration de force de la part de cette formation politique, bien qu'elle ne soit plus au pouvoir, a expliqué le député Félix Randriamandimboisoa, un des organisateurs de l'événement. En raison de ce rendez-vous, le président national du parti, Marc Ravalomanana s'est vu contraint d'écourter son séjour aux Etats Unis, dans l'effort de convaincre ses dissidents de réintégrer le parti et de rassembler ses partisans. (Midi Madagasikara p.14)

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE ADOPTE PAR 85 DEPUTES

Les parlementaires de la Chambre Basse ont voté le projet de Loi de finances rectificative 2016, hier. 85 députés étaient présents à la session, 85 députés qui, malgré des débats houleux, ont adopté à l'unanimité le texte tel qu'il leur a été présenté. (Madagascar Matin p.3)

- « Plusieurs lois doivent passer à deux jours de la clôture de la première session ordinaire de l'année, alors que pendant plus d'un mois, les députés étaient au chômage », s'indigne le journal **L'Observation**. Le journal ironise en ajoutant qu'« il suffit maintenant d'adopter tous les textes sans opposer d'amendement » (p.2)

Economie et société

GREVE DU SEMPAMA : LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE MENACE DE DEMISSIONNER

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Le ministre de l'Education nationale (MEN), Paul Rabary, réagit face aux menaces de boycott des examens officiels du BEPC et du CEPE, lancées par les enseignants syndicalistes regroupés au sein du SEMPAMA. En ce sens, le MEN, pour interpeler les manifestants sur cette « prise d'otage » des élèves, s'est dit disposé à démissionner après le 5 juillet, si éventuellement les examens officiels n'ont pas lieu. Toutefois, Paul Rabary, conscient des réalités, a reconnu la situation précaire des enseignants fonctionnaires, concernant notamment leur salaire. Cependant, a-t-il rappelé, il n'est de l'intérêt de personne de compromettre la tenue de ces sessions, car l'augmentation du salaire des enseignants fonctionnaires dépend de plusieurs paramètres et non de la seule volonté du MEN. Ce dernier a par la suite, fait remarquer que des efforts considérables ont été fournis au sein de son département afin de satisfaire des revendications du SEMPAMA. (**Madagascar-Laza p.4 ; Midi Madagasikara p.4 ; La Gazette de la Grande Ile p.6 ; Les Nouvelles p.4**) Il apparaît en outre, que des efforts considérables aient été déployés afin de sécuriser la tenue des épreuves du BEPC et du CEPE. En effet, un comité de vigilance spécial sera mis en place, composé d'éléments des forces de l'ordre, et sera posté dans chaque centre d'examen à travers le pays, a informé le Directeur général de l'éducation fondamentale et de l'alphabétisation, Todisoa Andriamampandry (**Les Nouvelles p.4**)

RAPT D'UN FRANÇAIS D'ORIGINE INDIENNE A ANALAMAHITSY

Un opérateur économique français d'origine indienne a été enlevé aux abords de son domicile, à Analamahitsy, le 21 juin dernier vers 18h. L'homme, âgé d'une cinquantaine d'années, allait regagner son foyer à bord de son véhicule, lorsqu'il est tombé entre les mains de ses ravisseurs armés. La bande a aussitôt quitté les lieux, en abandonnant le véhicule de la victime. La police, celle du 8^{ème} arrondissement, quant à elle, alertée peu de temps après les faits, a promptement engagé les poursuites. Informés des signalements du véhicule utilisé par le gang, les policiers ont patrouillé dans les environs sans trouver la moindre trace des malfaiteurs. Selon les informations recueillies par la presse, les ravisseurs seraient déjà entrés en contact avec la famille de la victime et ont revendiqué une rançon dont le montant n'a pas été révélé. (**L'Express de Madagascar p. 10 ; La Gazette de la Grande Ile p.6 ; Les Nouvelles p.7**)

- Les date et l'heure du rapt, rapportées par **La Gazette de la Grande Ile** diffère de celles retrouvées dans les autres journaux. Selon ce quotidien, l'acte aurait eu lieu le 22 juin aux environs de 17h30. Le quotidien signale par ailleurs, que la recrudescence des phénomènes d'enlèvement de ce genre porte à croire qu'il s'agit d'une série d'actes terroristes à caractère économique, aussi dangereux et condamnables que les attentats de Mahamasina. (**p.6**)
- Ce kidnapping est le troisième commis cette année après ceux perpétrés à Antsirabe et à Andravoahangy, où deux autres opérateurs économiques d'origine indienne ont en fait les frais, s'inquiète **L'Express de Madagascar (p.10)**
- Les opérateurs économiques indopakistanaïens, par l'intermédiaire d'un porte-parole, ont, pour leur part, exprimé leurs inquiétudes et indignations, se plaignant que nul n'est désormais à l'abri de l'insécurité. Face à l'incompétence de l'Etat à protéger les personnes et leurs biens, les investisseurs risquent de « s'envoler sous d'autres cieux », s'insurge l'intervenant, puisqu'il est quasiment impossible de payer à la fois, des impôts à l'Etat et verser une rançon aux kidnappeurs. (**Les Nouvelles p.7**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Style et déontologie

Le politicien nationaliste James Ratsima, soupçonne la France d'être derrière les attentats de Mahamasina. Pour soutenir ses accusations, sans toutefois apporter de preuves tangibles, cette personnalité rappelle les propos tenus par l'Ambassadeur de France à Madagascar qui a assuré, lors d'un entretien qui eut lieu à l'Hôtel de ville d'Antananarivo, que la France soutiendrait Madagascar dans le renforcement de la sécurité. Selon lui, c'est la preuve irréfutable que le gouvernement français est à l'origine de ce qui s'est passé dimanche dernier, qu'il s'agisse d'un acte terroriste ou d'une attaque perpétrée par les opposants du pouvoir. Tia Tanindrazana (p.2)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

